

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 01 au 05 juin 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : le Tchad renforce la surveillance de ses flux commerciaux sur le corridor Douala - N'Djamena.
- **Cameroun** : retrait des capacités de production de certaines centrales de Globeleq du Réseau Interconnecté Sud.
- **Congo** : 47 Mds FCFA de la BADEA pour achever la corniche Sud de Brazzaville.
- **Gabon** : deux émissions obligataires sur le marché financier régional début juin 2026.
- **Guinée Equatoriale** : l'économie se contracte de 5,8 % en 2025, tandis que les finances publiques se montrent résilientes.
- **Tchad** : la hausse des taxes municipales à N'Djamena engendre une grève des commerçants.
- **RDC** : Le CCB et Standard Bank s'associent pour structurer des projets dans la filière batterie.
- **Sao Tomé-et-Principe** : la Banque centrale poursuit son programme d'éducation économique et financière.

Régional

Corridor Douala - N'Djamena : le Tchad renforce la surveillance de ses flux commerciaux via le Cameroun

Le Tchad multiplie les initiatives pour mieux contrôler ses échanges transitant par le Cameroun, son principal débouché maritime. Sur le plan douanier, une [circulaire](#) signée le 1^{er} juin 2026 par le ministre tchadien des Finances durcit les procédures le long du corridor Douala-N'Djamena : interdiction de modifier les titres de transit, suspension des agréments provisoires des transitaires, exigence systématique de documents originaux et mise sous tutelle de l'Antenne des douanes tchadiennes à Douala, dont le personnel est rappelé à N'Djamena. Cette mesure prolonge l'opération d'assainissement lancée en 2025 après la révélation d'un détournement présumé de près de 8 Mds FCFA au sein du Bureau national du fret terrestre, et coïncide avec des négociations bilatérales en cours à Yaoundé sur la traçabilité du fret. Si ce contrôle accru vise à préserver les recettes tchadiennes, le corridor demeure parallèlement une source de revenus pour le Cameroun

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

463,3 Mds FCFA

Montants décaissés sur 2 ans au titre de l'apurement de la dette flottante du Cameroun

: sur les quatre premiers mois de 2026, le droit de transit du pétrole brut tchadien via le pipeline Tchad-Cameroun aurait [rapporté](#) 12,2 Mds FCFA au Trésor camerounais, en hausse de 11 % sur un an, grâce à l'acheminement de 16,1 millions de barils vers le terminal de Kribi — une redevance de 1,321 USD par baril dont la dernière revalorisation, théoriquement prévue pour octobre 2023, reste toutefois en suspens.

Cameroun

Retrait des capacités de production de certaines centrales de Globeleq du Réseau Interconnecté Sud

Les filiales du groupe Globeleq, *Kribi Power Development Company* (KPDC) et *Dibamba Power Development Company* (DPDC), ont retiré, le 1er juin, les

capacités de production de leurs centrales thermiques du Réseau Interconnecté Sud (RIS). En conséquence, près de 40 % des usagers des régions du Littoral et de l'Ouest se sont retrouvés affectés par les perturbations dans l'alimentation électrique et les délestages. Selon une [note](#) du ministère de l'Eau et de l'Energie, ce retrait intervient dans un contexte marqué par le gel des comptes bancaires de Globelec par le fisc camerounais. Face aux retards de paiement du distributeur d'électricité SOCADEL – dont le déficit financier mensuel moyen est d'environ 13 Mds FCFA - les tensions de trésorerie subies par les producteurs les rendent incapables d'honorer leurs obligations fiscales, financières et opérationnelles. Une situation critique qui met en lumière la nécessité pour les autorités de concilier sécurisation de l'approvisionnement électrique et reconstruction de l'équilibre financier d'un secteur fortement endetté.

Plus de 463 Mds FCFA déjà décaissés au titre de l'apurement de la dette flottante

Le gouvernement camerounais poursuit son programme d'apurement de la dette flottante accumulée entre 2000 et 2019. Selon un [communiqué](#) du ministère des Finances, 463,3 Mds FCFA ont déjà été versés aux créanciers de l'État depuis le lancement de l'opération en janvier 2024, soit environ 62 % de la dette flottante audité et validée à 752,1 Mds FCFA (environ +80,4 Mds par rapport aux [derniers chiffres](#)). Les paiements effectués se répartissent entre 232,9 Mds FCFA décaissés en 2024 et 230,4 Mds en 2025. Les remboursements ont principalement concerné la dette salariale, la dette fiscal-douanière, la dette commerciale ainsi que les créances académiques dues aux universités publiques. Le gouvernement indique que près de 289 Mds FCFA restent à régler d'ici à 2027, conformément au calendrier arrêté. Les autorités assurent que les paiements se poursuivent malgré les contraintes de trésorerie, notamment en faveur des enseignants des universités publiques dont les créances sont progressivement réglées. Ces versements s'inscrivent dans un plan d'apurement qui s'étalera jusqu'en 2030. La dette salariale (environ 303,3 Mds FCA) devait initialement être intégralement soldée en 2025, tandis que la dette fiscal-douanière (215,9 Mds FCFA) serait remboursée sur sept ans. Quant à la dette commerciale (121,6 Mds FCFA), le processus d'apurement prévoyait une prise en charge conjointe par l'État et les entités débitrices sur le triennat 2024-2026.

Signature d'un accord pour le développement de l'aquaculture dans la zone industrielle du port de Kribi

En marge du Salon Interprofessionnel de l'Aquaculture (SIAC) 2026, tenu le 2 juin 2026, le ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales (MINEPIA) et le Port autonome de Kribi (PAK) ont [signé](#) un accord de partenariat destiné à accélérer le développement de l'aquaculture au sein de la *Kribi Port Industrial Zone* (KPIZ). S'inscrivant dans la stratégie nationale de promotion de l'import-substitution, cet accord prévoit l'identification et l'attribution de dix parcelles aux investisseurs et opérateurs du secteur, tout en facilitant leur accès aux services portuaires indispensables à leurs activités.

Signature d'une convention cadre CAMTEL-GECAM pour la transformation numérique des entreprises camerounaises

La *Cameroon Télécommunications* (CAMTEL) et le Groupement des entreprises du Cameroun (GECAM) ont [signé](#) une convention cadre d'une durée de trois ans renouvelables visant à accélérer la digitalisation des entreprises membres du GECAM, notamment les Petites et Moyennes Entreprises (PME) et les Très Petites Entreprises (TPE). L'accord prévoit un accès préférentiel à des services numériques, incluant l'internet haut débit sécurisé, l'interconnexion multisites, la téléphonie fixe et mobile, ainsi que l'hébergement sécurisé des données. Cette initiative intervient dans un contexte où l'adoption des solutions numériques par les entreprises camerounaises demeure limitée. Les raisons évoquées sont notamment liées aux coûts élevés d'internet et à une mauvaise qualité de service — le [coût moyen du Gigabit](#) d'internet haut débit serait de 1,63 USD au Cameroun en 2023 (selon le classement réalisé par le cabinet britannique *Cable Co*), 3 voire 4 fois plus cher qu'au Rwanda et au Ghana. Ces facteurs contribuent à détériorer la compétitivité des entreprises camerounaises.

Congo

47 Mds FCFA de la BADEA pour achever la corniche Sud de Brazzaville

La République du Congo a obtenu de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) un financement de 47 Mds FCFA destiné à la poursuite des travaux de la corniche Sud de Brazzaville. L'accord a été [signé](#) entre le ministre de l'Économie, des Finances et du Portefeuille public, Christian Yoka, et le

président de la BADEA, Abdullah KH Almusaiibeh en marge des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAfD). L'opération s'inscrit dans un [partenariat](#) plus large avec la BADEA, qui finance en parallèle la construction de la cité gouvernementale au centre-ville.

Gabon

Deux opérations de levée de fonds sur le marché financier régional début juin 2026

En l'espace de deux jours, l'État gabonais a [multiplié](#) ses interventions sur le marché des capitaux d'Afrique centrale. Le 2 juin, le Trésor a bouclé son emprunt obligataire par appel public à l'épargne « EOG 2026 à tranches multiples », mobilisant 173,5 Mds FCFA (307,1 M USD) pour un objectif initial de 85 Mds FCFA, soit un taux de couverture de 204 %. L'opération, arrangée par ESS Bourse et structurée en deux tranches (3 ans à 6 % et 4 ans à 6,5 % nets, exonérées d'impôts), financera des projets inscrits en loi de finances 2026. Le 3 juin, le Trésor gabonais a lancé, via AFG Bank, une double émission de titres publics sur le marché BEAC, un BTA à 26 semaines visant 15 Mds FCFA et une OTA à 5 ans. Ces opérations confirment le recours croissant de Libreville au financement régional, malgré la dégradation de sa note souveraine à « CCC- » par l'agence de notation Fitch Ratings en décembre 2025.

Une enquête pénale suisse vise un contrat pétrolier lié au rachat d'Assala Energy

Le négociant suisse Gunvor fait l'objet d'une [enquête](#) ouverte « contre X » par le Ministère public de la Confédération pour soupçons de corruption d'agents publics étrangers, ses bureaux ayant été perquisitionnés à la mi-mai 2026 à Genève. Révélée le 3 juin par l'ONG Public Eye, l'affaire porte sur un contrat pétrolier conclu au Gabon en 2024. Gunvor aurait prêté 1 Md USD à la Gabon Oil Company (GOC) pour financer le rachat des actifs d'Assala Energy auprès du fonds Carlyle, devançant Vitol et Trafigura. La GOC a ainsi pris le contrôle de six blocs (plus de 45 000 b/j, soit 20 à 25 % de la production nationale), le négociant obtenant en contrepartie l'exclusivité de commercialisation du brut de ces puits pour une période de cinq ans.

Le renouvellement des licences télécoms de 2027, enjeu stratégique pour l'État

[L'expiration](#) en 2027 des licences des deux opérateurs mobiles, Moov Africa Gabon Télécom (groupe Maroc Telecom) et Airtel Gabon (groupe indien Bharti Airtel) place l'Autorité de régulation des communications

électroniques et des postes (ARCEP) au cœur d'un arbitrage structurant. Au-delà d'une reconduction pour dix ans, attendue en juin 2027, l'État entend substituer aux licences à neutralité technologique de 2017 un cadre plus exigeant en matière de couverture, de qualité de service, d'investissement et de contribution au financement public. Le marché demeure très concentré, à la fin mars 2025, sur 3,18 millions d'abonnés mobiles, Moov Africa détient 51,1 % et Airtel 48,9 %, pour un chiffre d'affaires trimestriel du segment de 46,7 Mds FCFA (24,4 Mds pour *Moov Africa*, 22,3 Mds pour Airtel). Dans un contexte de transition vers la 5G et de numérisation croissante de l'économie, ce rendez-vous constitue un test de l'État gabonais en matière de régulation face à deux groupes internationaux.

Guinée équatoriale

L'économie se contracte de 5,8 % en 2025, tandis que les finances publiques se montrent résilientes

Selon le Rapport annuel sur la situation macroéconomique, validé le 1er juin 2026 par le Comité technique de suivi de la situation macroéconomique, l'économie équato-guinéenne s'est [contractée](#) de 5,8 % en 2025, après un recul de 0,4 % en 2024. Cette contreperformance s'explique principalement par la forte baisse de l'activité pétrolière (-16,8 %), imputable à la diminution des volumes de production (-17,6 %) ainsi qu'à un effet prix défavorable. Le secteur non pétrolier a quant à lui enregistré une croissance modérée de 2,4 %. Malgré ce contexte difficile, le compte courant est resté excédentaire, à 3,2 % du PIB, tandis que les finances publiques, fortement tributaires des recettes pétrolières, ont fait preuve de résilience grâce aux efforts de consolidation budgétaire. Le déficit public s'est ainsi maintenu à 0,5 % du PIB, un niveau comparable à celui observé en 2024. Par ailleurs, la dette publique a reculé à 32,2 % du PIB, sous l'effet notamment de la réduction de la dette extérieure envers les créanciers bilatéraux et multilatéraux. Enfin, l'inflation est restée maîtrisée à 2,3 % en 2025, demeurant en deçà du seuil communautaire de 3 %.

Hydrocarbures : le chinois Fuhai s'invite dans le bloc gazier équato-guinéen EG-08

Le ministère équato-guinéen des Mines et des Hydrocarbures a [approuvé](#) l'accord d'amodiation du bloc offshore EG-08, actant l'entrée de *Fuhai Energy* aux côtés d'*Antler Global*, filiale associée au britannique *Europa Oil & Gas*. Le groupe chinois acquiert 40 % des intérêts dans le contrat de partage de production et

prendra en charge jusqu'à 95 % des coûts du premier puits d'exploration, dans la limite de 53 M USD, les 5 % restants revenant à Antler, qui conserve 40 % des parts et le rôle d'opérateur, tandis que la compagnie nationale GEPetrol garde ses 20 % au titre de la participation d'État. Ce montage de portage, qui limite l'exposition financière d'Antler, doit permettre de forer le prospect Barracuda-1 dès le début 2027, sous réserve d'un dernier feu vert : l'autorisation d'investissement direct à l'étranger des autorités de la province chinoise du Shandong. Situé par 80 mètres de fond dans la portion équato-guinéenne du bassin de Douala et couvrant 731 km², le bloc EG-08 recèlerait jusqu'à 2200 milliards de pieds cubes de gaz selon Europa, dont environ 893 milliards pour le seul prospect Barracuda, avec l'avantage d'une proximité immédiate des infrastructures opérées par Chevron. Pour Malabo, l'enjeu est de taille : confrontée au déclin de ses champs historiques — la production de brut est tombée à 55 000 barils/jour en 2023 contre 241 000 en 2010.

Tchad

La hausse des taxes municipales à N'Djamena engendre une grève des commerçants

Depuis le 2 juin 2026 à N'Djamena, de nombreux commerçants ont baissé leurs rideaux pour [protester contre la hausse des taxes](#) décidée par la mairie, qu'ils jugent [excessive](#) au regard de la conjoncture économique et du niveau de leurs revenus. Ils dénoncent un tarif désormais fixé à 25 000 FCFA le mètre carré par hangar ou boutique et affirment que la charge fiscale met en péril la rentabilité de leurs activités. Les autorités municipales expliquent, de leur côté, que cette révision s'inscrit dans une démarche d'harmonisation des taxes et de modernisation des infrastructures marchandes à l'échelle de la capitale. Les commerçants demandent l'ouverture d'un dialogue avec la commune afin d'obtenir un réaménagement des montants ou des modalités de recouvrement.

Tchad Connexion 2030 : renforcement du suivi des projets industriels

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du Plan national de développement (PND) « Tchad Connexion 2030 », le 3 juin 2026, le cadre de coordination du PND, appuyé par le cabinet international Roland Berger, a [réalisé](#) une mission de terrain sur plusieurs projets. La délégation a d'abord visité la zone industrielle de Farcha, où le projet *MENA Food Chad* prévoit un complexe agroalimentaire mêlant fabrication de pâtes

alimentaires et production de concentré de tomate, avec l'ambition de renforcer la souveraineté alimentaire, de réduire les importations et de créer des emplois pour la jeunesse. Elle s'est ensuite rendue dans la préfecture de Mandelia pour évaluer le projet industriel Kalam Kalam (ODHAV Group), un complexe sidérurgique destiné à transformer la ferraille locale en acier et à produire fer à béton, tôles, tubes et autres matériaux de construction. Ce projet est présenté comme un levier clé pour l'industrialisation du pays, la valorisation des ressources nationales et le développement des infrastructures.

RDC

Le CCB et Standard Bank s'associent pour structurer des projets dans la filière batterie

Le Conseil Congolais de la Batterie (CCB) et Standard Bank RDC ont [signé](#) le 28 mai 2026 à Kinshasa un mémorandum d'entente visant à soutenir la maturation de projets industriels bancables dans la chaîne de valeur des batteries électriques. L'accord a pour objectif de rapprocher les priorités industrielles nationales des exigences de bancabilité et des mécanismes de financement adaptés. Pour ce faire, il s'appuie sur l'expertise respective des deux institutions : (i) le CCB en matière d'identification et de qualification de projets, et (ii) Standard Bank RDC en matière de structuration financière et de mobilisation de capitaux. Le partenariat intervient dans un secteur où les besoins en investissements, en structuration technique et en crédibilité financière restent élevés. Le CCB a pour mission de promouvoir le développement d'une industrie locale intégrée autour des batteries, en appui à la transformation des minerais stratégiques (cobalt, lithium, coltan, etc.) et à l'intégration de la RDC dans les chaînes de valeur de la transition énergétique mondiale. De son côté, Standard Bank RDC dispose d'une expérience reconnue dans l'accompagnement du secteur minier, avec plus d'1 Md USD d'investissements dans ce secteur, et entend mettre à profit son réseau panafricain pour faciliter l'accès aux capitaux internationaux. L'accord devrait donc permettre de faciliter l'émergence de projets mieux préparés aux standards de bancabilité dans un secteur jugé stratégique pour l'industrialisation et la transition énergétique.

Salon Expo-Béton à Kalemie : la 11ème édition place le lithium au cœur des débats

L'édition 2026 d'Expo-Béton RDC, un salon professionnel dédié à la construction, aux infrastructures et aux mines, s'est [tenue](#) du 27 au 30 mai 2026 dans la ville de Kalemie. La cérémonie a réuni des décideurs politiques, experts et investisseurs autour du thème : « Kalemie, capitale du lithium et carrefour stratégique au cœur des corridors africains ». L'objectif affiché est de connecter les provinces aux grands réseaux de transport du continent et d'attirer des investissements structurants dans la région du Tanganyika (Sud-Est du pays). À l'issue de ce salon, la principale annonce porte sur le projet du gisement de Manono (2 Mds USD). Situé à quelques centaines de kilomètres de Kalemie, ce site constitue l'un des plus vastes gisements de lithium à l'échelle mondiale. Selon les dernières projections, une fois pleinement opérationnel, il pourrait produire 130 000 tonnes de carbonate de lithium par an, soit près de 5% de l'offre mondiale, et générer entre 850 000 et 875 000 tonnes de concentré de lithium, destiné à la production de sulfate de lithium – un composant clé pour l'industrie des batteries électriques. Le développement du projet se réalise dans le cadre d'un partenariat entre le groupe chinois Zijin Mining, la société publique Cominière et le Gouvernement de la RDC. Le chronogramme du projet

prévoit également la mise en service du port de Kalemie en septembre 2026.

Sao Tomé-et-Principe

La Banque centrale poursuit son programme d'éducation économique et financière

La Banque centrale de Sao Tomé-et-Principe (BCSTP) a [poursuivi](#) fin mai son initiative d'éducation économique et financière « Banco Central e as Academias », lancée en 2025 à destination des étudiants du supérieur et des élèves du secondaire. Le programme vise à diffuser les notions de gestion, d'épargne et de stabilité financière, en articulant l'approche pratique de l'institution et l'apport théorique des établissements d'enseignement. Lors d'une session tenue dans ses locaux, la BCSTP a rappelé son mandat de préservation du pouvoir d'achat des ménages et abordé plusieurs thèmes structurels comme l'inflation élevée des années 1990, l'érosion des réserves de change depuis 2022 ou l'accord de parité dobra-euro conclu avec le Trésor portugais, facteur de stabilisation des prix importés. La démarche entend remédier à la faiblesse persistante de la gestion des ressources financières dans les entreprises et les institutions publiques.

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
12-21 juin 2026	PROMOTE 2026, sous le thème « Entreprises privées et environnement des affaires : quels repères face aux défis économiques nationaux et internationaux ? »	Yaoundé (Cameroun)
15 juin 2026	Sommet Tchad-France	Paris (France)
15-19 juin 2026	Pavillon France organisé par Business France, au Salon International de l'Entreprise, de la PME et du Partenariat PROMOTE	Yaoundé (Cameroun)
16-19 juin 2026	EU Business Week	Yaoundé (Cameroun)
17 juin 2026	Wine Tastin organisé par Business France	Douala (Cameroun)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)

Indicateurs macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann. en %)			*Solde Public (en % PIB)			Dettes Publiques (en % PIB)			Solde courant (en % PIB)			
	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026	2025		2026	
	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	
CEMAC	Cameroun	3,1	3,3	▼ -0,7	3,4	3,5	▲ 0,2	-2,0	-1,7	▼ -0,5	40,4	39,3	▲ 3,0	-3,8	-5,1	▼ -1,2
	Centrafrique	4,8	2,6	▼ -0,7	1,0	1,5	▼ -1,8	-5,5	-5,0	▼ -5,0	61,8	64,0	▲ 11,4	-3,8	-3,4	▲ 0,6
	Congo	2,4	2,8	▶ 0,0	2,6	2,8	▼ -0,4	0,3	0,4	▼ -1,8	96,8	91,3	▲ 1,3	-5,9	-6,0	▲ 0,9
	Gabon	2,5	2,7	▲ 0,1	2,0	2,5	▶ 0,0	-8,5	-10,0	▼ -2,7	78,9	86,1	▲ 4,1	-3,1	-4,3	▼ -3,9
	Guinée Equatoriale	-6,4	-2,7	▼ -3,1	2,8	3,2	▲ 0,3	-2,5	-1,7	▲ 0,3	40,6	39,1	▲ 1,0	-3,0	-1,6	▲ 2,2
	Tchad	5,6	5,2	▲ 1,7	-2,6	0,5	▼ -3,1	-1,3	-1,4	▲ 1,0	30,4	29,9	▼ -2,5	0,2	0,8	▲ 3,8
	CEMAC	2,6	3,0	▼ -0,4	2,0	2,7	▼ -0,5	-2,8	-2,8	▼ -0,8	52,0	51,6	▲ 2,2	-3,2	-3,7	▼ -0,1
	RDC	5,7	5,9	▲ 0,6	7,4	3,3	▼ -3,9	-2,8	-3,5	▼ -1,9	20,2	24,6	▲ 10,0	-3,7	-2,0	▲ 0,1
	Sao Tomé	2,1	3,4	▼ -1,3	0,9	9,6	▲ 2,6	-2,5	1,0	▼ -1,3	55,7	50,4	▲ 5,1	-6,3	-4,7	▼ -1,2

Source : SER à partir du World Economic Outlook (WEO) du FMI, avril 2026

*solde budgétaire global (dons inclus).

** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne « Rév » indique la révision opérée par le WEO d'avril 2026 pour l'année 2026 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d'octobre 2025).

Evolution des cours des matières premières

Mai-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
	Pétrole	Gaz naturel	Cacao	Café	Huile de palme	Grumes	Bois scié
Référence/mesure	Brent (USD/barils)	(USD/mmbtu)	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/mètre cube)	
Valeur	100	3	4	7	1140	409	646
Variation mensuelle (%)	-3%	6%	22%	-5%	-1%	0%	0%
Variation annuelle (%)	60%	-6%	-54%	-21%	26%	4%	1%
Variation sur 5 ans	51%	1%	73%	69%	0%	-4%	-4%
Variation sur 10 ans	119%	53%	34%	103%	51%	3%	-7%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs :

Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Noémie DAVID – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;

Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU – Amanda BROUILLARD – Hector BIANCONI (SE Brazzaville) ;

Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER – Mathis FOLCH (SE Libreville) ;

Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).